

Unité départementale Le Havre
48 rue Denfert-Rochereau
BP 59
76084 Le Havre

Le Havre, le 29/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BIOSTEAM

Parc Edonia - Bâtiment T
rue de la Terre Adélie
CS 86820
35760 Saint-Grégoire

Références : 20240216R_VI_ReactiveIncendie
Code AIOT : 0005806000

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/02/2024 dans l'établissement BIOSTEAM implanté Route des Entreprises Jalonnement portuaire n° 4203 76700 Gonfreville-l'Orcher. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite sur événement s'inscrit dans le cadre du suivi des conséquences d'un événement survenu le 16 février 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BIOSTEAM

- Route des Entreprises Jalonnement portuaire n° 4203 76700 Gonfreville-l'Orcher
- Code AIOT : 0005806000
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Biosteam exploite une chaufferie biomasse sur une parcelle attenante à l'établissement Yara France de Gonfreville l'Orcher. La chaudière, d'une puissance de 43,5 Mwth, fournit de l'énergie (vapeur et eau chaude) à partir de déchets de bois et de combustibles solides de récupération (CSR).

L'établissement alimente le réseau de chaleur urbain du Havre (Résocéane), ainsi que des industriels de la zone portuaire (Chevron Oronite, Yara et Safran).

Contexte de l'inspection :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Préservation des intérêts protégés par le code de l'environnement	Arrêté Préfectoral du 24/11/2020, article 7.1	Demande d'action corrective	7 jours
3	Conformité des installations aux dossiers de demande	Arrêté Préfectoral du 24/11/2020, article 7.4.1	Demande de justificatif à l'exploitant	14 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rapport d'accident	Code de l'environnement du 16/02/2024, article R. 512-69	Sans objet
4	Plan d'Opération Interne	Arrêté Préfectoral du 24/11/2020, article 7.9.5.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection en objet concernait l'organisation définie et mise en œuvre par l'exploitant pour gérer les conséquences d'un incendie déclaré le 16 février 2024 au sein de l'établissement. Dans cet objectif, l'inspection des installations classées s'est déplacée sur site le jour-même, afin de procéder aux premières constatations, collecter les éléments nécessaires à la détermination de l'origine de l'événement et s'assurer que les premières mesures de gestion ont été entreprises par l'exploitant.

Il ressort de cette inspection que l'organisation de crise mise en place par l'exploitant pour gérer cet événement est satisfaisante dans l'ensemble.

Pour autant, les inspecteurs ont estimé que les dispositions suivantes devaient être prises à très brève échéance :

- mise en œuvre de moyens destinés à éviter l’embrasement de la fosse par extension du foyer initial
- mise en œuvre d’une surveillance de l’installation (relevés à intervalles réguliers des températures et concentrations de monoxyde de carbone)
- vidange de la fosse de stockage et traitement des combustibles dans la chaudière du site
- contrôle de l’état de la fosse avant sa remise en service.

Un arrêté de mesures d’urgence a par conséquent été pris et notifié le jour-même par M. le Préfet de la Seine-Maritime en vue d’obtenir ces résultats.

En raison du volume de combustible à traiter, la durée estimée de vidange de la fosse était initialement évaluée à 4 jours.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d’accident

Référence réglementaire : Code de l’environnement du 16/02/2024, article R. 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Information de l'Administration
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L’exploitant d’une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l’inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l’article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d’accident ou, sur demande de l’inspection des installations classées, un rapport d’incident est transmis par l’exploitant au préfet et à l’inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l’accident ou de l’incident, les substances dangereuses en cause, s’il y a lieu, les effets sur les personnes et l’environnement, les mesures d’urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le 16 février, peu avant 10h00, l’inspectrice d’astreinte de la DREAL a été informée par Biosteam d’un feu en cours dans la fosse de stockage des combustibles. À leur arrivée sur les lieux, les inspecteurs dépêchés sur place ont demandé au Directeur des Opérations Internes (DOI) de leur présenter un point de situation.</p> <p>Le 16 février, vers 09h36, le personnel de la salle de commande a été alerté d’un départ de feu dans la fosse de stockage, par le déclenchement du système de détection d’incendie.</p> <p>Après levée de doute, l’exploitant a fait appel aux secours externes, qui sont arrivés sur les lieux à 09h50.</p> <p>Le POI a été déclenché à 11h00. Une cellule de crise interne, impliquant l’échelon national de SUEZ RV (dont Biosteam est une filiale), a été grée pour contribuer à la définition d’une stratégie de gestion de l’événement.</p> <p>Les modules de désenfumage se sont ouverts dès le début de l’incendie et le système automatisé d’extinction, qui s’était déclenché, a été réduit pour économiser les ressources disponibles dans les bâches incendie.</p> <p>Le personnel non essentiel avait été évacué.</p> <p>La chaudière était toujours en service, les risques de propagation étant limités et son exploitation étant nécessaire à la gestion de l’événement (voir points suivants).</p> <p>L’inspection a informé l’exploitant qu’elle lui demanderait la transmission d’un rapport analysant :</p>

les causes profondes de l'événement, ses conséquences sur les intérêts protégés par le Code de l'environnement, ainsi que les mesures prises ou envisagées pour éviter un renouvellement. Cette demande a été formalisée au travers d'un arrêté préfectoral de mesures d'urgences signé et notifié à l'exploitant le jour-même.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Préservation des intérêts protégés par le code de l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2020, article 7.1

Thème(s) : Risques accidentels, Limitation des conséquences d'un événement

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.

Constats :

À son arrivée sur site, l'inspection des installations classées s'est assurée que des dispositions avaient été prises afin de protéger les intervenants et l'environnement local en cas de dérive de la situation.

L'exploitant a présenté ces mesures :

- la fosse de stockage est équipée de détecteurs de monoxyde de carbone, qui est un indicateur d'une combustion lente et permet d'alerter sur une extension de la combustion
- la salle de commande est également équipée d'une détection de monoxyde de carbone, en vue d'alerter le personnel d'exploitation sur la nécessité d'évacuer
- la fosse est équipée de deux canons à eau activés automatiquement sur critère de température élevée ; ils peuvent également être déclenchés manuellement. La fosse de réception, contiguë à la fosse de stockage, est équipée de deux autres canons qui peuvent être dirigés vers la fosse de stockage en cas de besoin. Ces canons permettaient d'empêcher l'extension du foyer à l'ensemble de matières stockées
- un rideau d'eau dans la fosse de stockage assurait un refroidissement du local et une protection du personnel de manutention
- les secours extérieurs (SDIS 76) avaient engagé leurs propres moyens en complément (3 lances à débit variable de types LDV500 et LDV1000, à poste et disponibles, mais non en service).

Les inspecteurs ont observé que le bassin de confinement du site était plein, ce qui l'empêchait de remplir sa fonction de rétention des eaux d'extinction. L'exploitant a indiqué dans l'après-midi avoir fait vidanger le bassin et évacuer les eaux vers la station d'épuration communautaire. Quant aux eaux collectées en partie basse de la fosse, des mesures ont été prises pour les stocker dans des conteneurs adaptés, mis à disposition par un intervenant spécialisé, puis dirigées vers une filière d'élimination.

Il conviendra à l'avenir que l'exploitant veille à ménager une capacité minimale d'accueil pour les eaux d'extinction d'un éventuel incendie.

Ces mesures répondaient bien à l'exigence visant à limiter les conséquences d'un éventuel accident.

L'inspection des installations classées a estimé nécessaire d'entériner ce dispositif par un arrêté préfectoral de mesures d'urgence, lequel a été signé et notifié le jour-même.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Veiller au strict respect de l'article 7.6.2 de l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2020, en maintenant le bassin de confinement du site à un niveau permettant une pleine capacité d'utilisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 7jours

N° 3 : Conformité des installations aux dossiers de demande

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2020, article 7.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Vulnérabilité des locaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre les dispositions constructives en adéquation avec les risques créés par les sites SEVESO à l'origine du Plan de prévention des risques technologiques (PPRT) de la zone industrialo-portuaire du Havre approuvé le 17 octobre 2016, afin d'assurer la protection des occupants des bâtiments face aux risques générés par ces derniers (effets thermiques, effets de surpression, et effets toxiques).</p> <p>L'exploitant met en œuvre les dispositions constructives issues de son étude de vulnérabilité «Étude de vulnérabilité du projet Biosynergy de la zone industrialo-portuaire du Havre» révision 2 du 10/03/2020.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les inspecteurs ont observé une importante présence d'eau au sol de la salle de commandes. Cette eau provenait du système de brumisation de la fosse, contiguë à la salle de commandes. Ce système de brumisation avait été mis en service afin de protéger le personnel de manutention des combustibles.</p> <p>Les inspecteurs se sont inquiétés de cette situation, qui pouvait conduire à un défaut de maîtrise de l'événement (par la perte d'alimentation électrique, provoquant elle-même une perte des commandes de l'installation). L'exploitant a écarté cette hypothèse et déclaré que les systèmes électriques se trouvaient en hauteur.</p> <p>Ce constat laisse néanmoins penser que la salle de commandes ne répond pas aux critères d'étanchéité aux gaz prévus par l'étude « Étude de vulnérabilité du projet Biosynergy de la zone industrialo-portuaire du Havre », révision 2 du 10/03/2020. Ce document, établi en application du règlement de PPRT de la ZIP du Havre, prévoit en effet que les locaux administratifs (dont fait partie la salle de commandes) puissent être confinés en cas de dispersion d'un gaz toxique. Compte tenu de ces observations, il est demandé à l'exploitant de justifier que les locaux à confiner répondent aux critères d'étanchéité définis dans son étude de vulnérabilité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Justifier le respect de l'article 7.4.1 de l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2020 qui prévoit notamment une fonction de confinement attribuée aux locaux administratifs, et en particulier à la salle de commandes de l'installation.</p> <p>Dans cet objectif, transmettre à l'inspection des installations classées le résultat des mesures de perméabilité réalisées à la réception des travaux.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 14jours

N° 4 : Plan d'Opération Interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2020, article 7.9.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des situations d'urgence
Prescription contrôlée : L'exploitant doit disposer d'un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) à jour, basé sur les risques identifiés et les moyens d'intervention nécessaires analysés dans l'étude des dangers.
Constats : <p>L'événement survenu le 16 octobre 2024 fait partie des scénarios pris en considération dans l'étude de dangers de l'établissement. Il fait également l'objet d'une fiche-réflexe du Plan d'Opération Interne, dans sa version communiquée à l'administration (référence PRO_SERI_POI BSM_2023-08-02, version v0 du 02 août 2023). À cet égard, l'exploitant a répondu à ses obligations d'anticipation des risques présentés par l'installation.</p> <p>Les inspecteurs ont néanmoins observé que la gestion de l'événement ne suivait pas totalement les dispositions prévues dans le POI. En particulier, la première attaque des points chauds avait entamé notablement les réserves en eau incendie. Il a donc été nécessaire de réalimenter ces réserves pour pérenniser les moyens de défense incendie, et ce pour la durée prévue de l'événement (estimée initialement à 4 jours). Cependant, le réseau public d'alimentation en eau potable, source prévue par conception pour réalimenter les bâches incendie, ne délivre pas un débit suffisant pour assurer un approvisionnement rapide sur une longue période.</p> <p>L'exploitant a donc mis en place un mode alternatif de réalimentation de ses bâches incendie en utilisant des groupes motopompes lignées sur son bassin de confinement.</p> <p>Ces choix ont été faits pour adapter la stratégie de l'exploitant à un événement de longue durée, non prévu dans le POI.</p> <p>Dans le cadre de l'analyse du retour d'expérience, il conviendra que l'exploitant tire profit des enseignements apportés par cet événement pour faire évoluer son POI.</p>
Type de suites proposées : Sans suite